



Le 28 mars

Pouvoir d'achat ...

LES RETRAITÉS NE LÂCHENT PAS

Ce sont les retraités de tous les régimes qui sont concernés par la dégradation du pouvoir d'achat. Toutes les raisons existent pour exprimer mécontentement et exigences sociales.

NON ! Les retraités ne sont pas des nantis.

212.000 retraités sur le Rhône ont une pension totale comprise entre 800 € et 1 200 € par mois ! 3000 c'est le nombre de salariés qui aujourd'hui perçoivent l'ASPA (allocation sociale personnes âgées), et environ 90.000 le minimum contributif toujours sur le département du Rhône.

Leurs pensions ne vont ni en SUISSE, ni au LIECHTENSTEIN, NI à MONACO.

Les retraités ne sont pas un coût, ils sont un des moteurs de développement d'activité ou d'emploi pour la société et leur avenir intéresse toute la société.

NON ! Les retraités ne sont pas des privilégiés.

Les pensions des femmes sont en moyenne inférieures à 38 % de celles des hommes. Les derniers chiffres connus donnent une retraite moyenne pour les hommes de 1 352 € mensuels et de 899 € pour les femmes.

Les retraités ne sont pas des favorisés dans la crise.

Les retraités sont très touchés. Toutes et tous ont déjà largement payé la facture des réformes depuis 1993. C'est vrai avec le passage des 10 aux 25 meilleures années pour le calcul de la pension au régime général et pour tous, l'indexation des pensions sur les prix et non plus sur les salaires.

Le cumul des « contre réformes » 1993-2003-2010, entraîne une baisse de 20 % du pouvoir d'achat des retraités.

C'est un moins qui freine déjà la consommation et tire les retraités vers le bas !

Le Medef en rajoute une couche et veut imposer sa loi.

Dans le cadre des discussions sur les retraites complémentaires, il a avancé comme proposition une désindexation des retraites en rapport avec l'inflation. Le montant des pensions serait ainsi bloqué pour une ou plusieurs années.

Le gouvernement a déclaré s'inspirer du Medef pour fixer l'augmentation du régime général du 1^{er} avril. Une telle mesure représenterait au moins 2 milliards de manque à vivre pour les retraités.

Ponctionner les retraités alors que les produits de consommation augmentent, ainsi que la facture de l'énergie, le coût de l'habitat et que se soigner devient un luxe... ! **C'est inadmissible... !**

La politique du gouvernement et ses choix budgétaires ne vont pas dans le bon sens. Ils accompagnent la crise. Ce sont de véritables mesures d'austérité qui se mettent en œuvre. Cela ne va pas dans le sens de la relance de l'économie pour plus de croissance et d'emploi.

Ce qui est en jeu c'est bien d'aller à une véritable réforme des retraites qui garantisse les droits des salariés, l'avenir de la jeunesse et la vie des retraités.

Pour défendre la retraite, il ne s'agit pas de plaire aux marchés financiers mais de répondre aux besoins sociaux qui s'expriment. Cela passe par un véritable partage des richesses en faveur de la population, des actifs et retraités.

Les retraités ne lâchent rien sur le pouvoir d'achat, la retraite, ni sur la protection sociale.

Dans l'immédiat, ils exigent :

Un rattrapage de 300 € par mois pour tous les retraités, tout de suite.

La revalorisation des pensions et des retraites complémentaires indexées sur la base du salaire moyen.

Instaurer une retraite minimum égale au Smic pour une carrière complète.

Le relèvement des pensions de réversion à 75 % de la retraite initiale.

Le rétablissement de la ½ part pour le calcul de l'impôt sur le revenu

La suppression de la contribution additionnelle de 0,3 % qui ne pèsera que sur les pensions.

MANIFESTATION à LYON

LE 28 MARS 2013 à 14H30

A L'APPEL DE : CGT, FSU, SOLIDAIRE, FGR.FP, UNSA

PLACE JEAN MACE --- PREFECTURE.